

Compte rendu réunion du Comité de programmation du 17 janvier 2017 à St-Gervais-sous-Meymont

Membres participants :

Collège élus :

- Tony BERNARD, Président du syndicat mixte du Parc Livradois-Forez
- Michel BRAVARD, Vice-Président de la Communauté de communes « Ambert Livradois Forez »
- Chantal FACY, Vice-Présidente de la Communauté de communes « Ambert Livradois Forez »
- Monique FERRIER, Vice-Présidente de la Communauté de communes entre Dore et Allier
- Myriam FOUGERE, Maire d'Ambert
- Yves FOURNET FAYARD, Président de la formation SCoT du syndicat mixte du Parc
- Martine MUNOZ, adjointe de la ville de Thiers
- Valérie PRUNIER, conseillère départementale d'Ambert
- Christiane SAMSON, Maire de Courpière

Collège privés :

- Etienne ASTIER, architecte
- Laurent BACHELERIE, agriculteur
- Florence DINOUARD DUPARC, spécialiste de la création d'entreprise
- Henri DOUCET, entrepreneur
- Gérard FAUCHER, association des propriétaires forestiers du Haut-Livradois
- Alain GIRONDE, association "Châteldon Loisirs et Détente"
- Jean JALLAT, office de tourisme de Billom
- Gérard LECOQ, Vice-Président de la Maison du tourisme du Livradois-Forez
- Nathalie MARIN, structure enfance jeunesse
- Odile REMOND, Présidente de l'association intercommunale d'animation de Courpière

Autres participants :

- Patricia VALMA, Sous-Préfète d'Ambert
- Dominique VERGNAUD, Directeur Parc Livradois-Forez
- Eric COURNUT, Directeur-Adjoint et coordonnateur LEADER Parc Livradois-Forez
- Amélie VAUFREY, chargée de mission LEADER Parc Livradois-Forez

Membres excusés :

- Patrick AUJARD, association « Livradois-Forez Média »
- Jacques BECHON, création et manifestations culturelles
- Didier LACK, centre de vacances AZUREVA
- Aurélie MENADIER, agricultrice
- Christelle RIGOLET, agricultrice
- Anna VERSEILS, Agricultrice - Boulangère bio.

Autres participants excusés :

- Bérengère BOUGUÉ, Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes
- Denis CHEMINAT, ASP Auvergne-Rhône-Alpes

| Quorum global | | | Quorum secteur privé | | |
|-----------------|----------------|-----------------|----------------------|----------------------|-----------------|
| Nombre d'invité | Nombre présent | Quorum respecté | Nombre présent | Nombre privé présent | Quorum respecté |
| 25 | 19 | OUI | 19 | 10 | OUI |

Le double quorum étant atteint, le comité peut se réunir et délibérer valablement.

Tony BERNARD rappelle aux membres la nécessité de prévenir l'équipe LEADER bien en amont de leur participation à la réunion, afin d'anticiper une éventuelle annulation en cas de double quorum non atteint.

1- Témoignage et présentation d'une action LEADER : stratégie urbaine de la Ville de Thiers et études proposées au financement du programme LEADER par Christophe Castanié – Ville de Thiers

Tony BERNARD rappelle que le comité a examiné au cours de l'année 2016 de nombreuses opérations sollicitant une subvention LEADER et il a été souligné la difficulté de cet exercice face à la complexité de certains projets.

Aussi, il vous est proposé de demander à un maître d'ouvrage d'une opération cofinancée avec LEADER de venir en faire une présentation devant les membres du Comité de programmation. Aujourd'hui nous avons demandé à la ville de Thiers de nous faire une présentation de sa politique d'aménagement urbain. Plusieurs études en lien avec cette politique ont fait l'objet d'une demande LEADER et il semble opportun de consacrer un peu de temps pour présenter leur logique et articulation.

Christophe CASTANIE, Directeur Adjoint, en charge de la politique de la ville prend la parole pour faire cette présentation :

Le Contrat de ville, signé en 2015 par 17 partenaires représente le squelette de cette politique. Ce document qui précise les grandes orientations et priorités d'aménagement de la ville doit ensuite être décliné de façon opérationnelle. Il associe un éventail large de partenaires. Il est mené dans une démarche de co-construction avec les habitants, les associations et les acteurs économiques, en s'appuyant notamment sur la mise en place de conseils citoyens.

Un premier dossier LEADER a permis de financer l'accompagnement et l'animation de ces instances nécessaires à la définition du volet opérationnel du Contrat.

Puis 3 autres dossiers présentés à LEADER découlent de la mise en œuvre du contrat de ville :

- Les assises de la mobilité (SIVU TUT)
- L'étude de programmation urbaine relative à l'élaboration d'un projet d'aménagement urbain et commercial pour Thiers
- L'étude de programmation urbaine sur le centre ancien (présentée pour avis préalable ce soir).

Eric COURNUT rappelle le contexte dans lequel s'inscrit la ville de Thiers par rapport à la politique centre-bourg du Parc. Il ne s'agit pas avec LEADER de cofinancer les opérations ANRU mais bien de venir en amont pour permettre une approche plus transversale de la politique de la ville qui était jusqu'à présent concentrée sur le volet logement. Le Contrat de ville et ces études vont permettre d'avoir une vision plus stratégique de l'aménagement de la ville.

Patricia VALMA, Sous-Préfète d'Ambert, souligne l'originalité de mobiliser des fonds LEADER sur des démarches de type ANRU.

Christophe CASTANIE précise que LEADER arrive en co-financement des études préalables. L'accompagnement technique du Parc (atelier d'urbanisme) permet d'assurer cette transversalité.

Martine MUNOZ rajoute que l'ANRU nécessite un travail important en amont. Et si l'on souhaite que la définition des programmes ANRU soit qualitative, il est nécessaire d'être accompagné. Grâce à LEADER, cet accompagnement peut être fait.

Christiane SAMSON, souligne l'intérêt de la politique de la ville de Thiers en tant que locomotive du territoire.

Tony BERNARD souligne la cohérence avec le SCoT en cours à l'échelle Thiers-Ambert. Thiers assure le même rôle en termes d'emploi et de centralité qu'Ambert.

Myriam FOUGERE rappelle la compétence de la Région sur le transport. Elle est le guichet unique et toute une politique forte va être annoncée prochainement.

Face aux nombreux échanges et à l'intérêt des membres pour la politique de la ville de Thiers, Tony BERNARD propose que la ville organise à l'attention des membres du Comité une visite des projets déjà réalisés. Une réunion du comité de programmation pourrait être organisée sur place à la suite de cette visite.

2- Validation du compte rendu de la réunion du 10 octobre 2016

Ce compte rendu a été transmis par courrier le 20 octobre 2016.

Aucune remarque n'étant formulée, le compte rendu est adopté à l'unanimité des membres.

3- Composition du comité de programmation : remplacement d'un membre

M. Henri DOUCET a indiqué au Parc ne plus siéger à la CCI. De ce fait, il doit être remplacé au sein du Comité de programmation LEADER.

Après consultation, Tony BERNARD propose que M. Philippe FOUET, Président de la délégation de Thiers à la CCI du Puy-de-Dôme remplace M. DOUCET au sein du collège des privés.

→ Proposition de modification de la composition du Comité de programmation adoptée à l'unanimité (sous réserve de confirmation par la CCI du membre désigné).

4- Information sur les délais et sur la mise en œuvre de la programmation

Lors de notre dernière réunion, la signature de la convention, officialisant l'attribution d'une enveloppe de 4 727 117 € de FEADER au territoire Livradois-Foréz avait été annoncée. Et également l'espoir de proposer la programmation des premiers dossiers dès le mois de janvier 2017.

Malheureusement, cette programmation est toujours impossible. Le logiciel de gestion de tous les dossiers, n'est toujours pas opérationnel au niveau national, bloquant ainsi tout le processus.

Tony BERNARD précise que la Région a fait le choix de définir les formulaires de demande ainsi qu'un outil temporaire permettant une instruction partielle des dossiers. Un courrier a même été adressé à tous les GAL pour les informer des difficultés et des mesures prises par le Président du Conseil régional pour débloquer la situation (cf courrier en PJ).

Au niveau Auvergnat, on compte aujourd'hui près de 500 demandes LEADER déposées par l'ensemble des 13 GAL. Plus de 130 dossiers peuvent être instruits (sur les 7 GAL ayant conventionnés), dont une vingtaine sur le Livradois-Foréz. Le service instructeur LEADER de la région n'est pas en capacité d'instruire tous les dossiers en attente et de combler ce retard. Un ordre de passage, en fonction des dates de conventionnement, a donc été établi. Le GAL du Velay a été le premier à programmer en octobre, celui de Saint-Flour en décembre.

Il est donc aujourd'hui impossible de dire de façon fiable à quelle échéance il sera possible d'instruire les premiers dossiers de notre territoire. Cette situation conduit à être particulièrement vigilants avec les porteurs de projets, notamment privés, pour ne pas mettre leur trésorerie en danger.

Tony BERNARD conclut que ces difficultés ne doivent pas entamer la motivation des membres du comité et que le travail d'instruction et d'examen des dossiers doit être poursuivi.

5- Nouvelle proposition de modification de la fiche action 3-1 « Développer les outils et les usages numériques »

Tony BERNARD rappelle que lors de la dernière réunion, une modification de la fiche 3-1 sur le développement numérique avait été adoptée pour l'harmoniser avec le dispositif FEDER qui prévoit un taux de financement de 40% sur les équipements des écoles.

Après analyse des projets en cours de réflexion sur le territoire, il s'avère que ceux ayant un montant inférieur à 10 000 € seront portés majoritairement par des communes qui, en raison d'un montant d'opération faible, ne peuvent pas bénéficier d'autres sources de financement (Région et Département).

Aussi, pour ne pas freiner ces initiatives principalement communales, il est proposé une intervention du LEADER différenciée selon le montant de l'opération :

- Pour un montant inférieur à 10 000 € HT de dépenses éligibles : orientation sur le programme LEADER avec un taux de 80%. Chaque porteur de projet ne pourra élargir au dispositif qu'une seule fois. Le dépôt d'un dossier sur une période de 3 ans sera possible ;
- Pour un montant entre 10 000 € HT et 20 000 € HT de dépenses éligibles : orientation sur le programme LEADER avec un taux de 40% ;
- Pour un montant supérieur à 20 000 € HT de dépenses éligibles : orientation sur le FEDER avec un taux de 40%.

Ces modifications apparaissent en souligné dans la fiche en annexe du compte-rendu.

→ La nouvelle version de la fiche 3-1 ainsi proposée est adoptée à l'unanimité.

6- Examen pour avis préalable des demandes de subvention

13 dossiers sont prévus à l'ordre du jour pour avis préalable. Tous ont été examinés en Comité technique le 19 décembre dernier. Certains membres du comité de programmation étaient présents : Christiane SAMSON, Monique FERRIER, Gérard FAUCHER, Jean JALLAT et Gérard LECOQ.

Fiche action 1-2 : Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagements innovantes et ambitieuses – bloc opération 3

| | |
|---------------------------------------|--|
| Intitulé du projet | Réhabilitation de l'ancienne école St Joseph en maison de services du Pays de Cunlhat Communauté de communes du pays de Cunlhat puis Communauté de communes « Ambert Livradois Forez » |
| Date de début de projet | Décembre 2016 |
| Architecte | Architectes Bruhat et Bouchaudy architectes 63 (Chamalières – 63) |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 15/20 |

| | |
|---|---|
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Qualité du travail réalisé en amont pour la définition du projet et du travail architectural Projet qui va assurer un flux permanent en centre-bourg et impacter positivement l'entrée de Cunlhat Peu d'exemple de ce type sur le territoire. |
| Montant éligible LEADER | 1 299 505,44 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 244 805,21 € (19%) |
| Remarques du Comité de programmation | <p>Myriam FOUGERE précise qu'un arbitrage sera fait en ce qui concerne le financement de la région dans la mesure où l'enveloppe disponible au titre du contrat Ambition concerne tout le territoire de la communauté de communes « Ambert Livradois Forez ».</p> <p>Patricia VALMA s'interroge sur le portage de l'opération suite à la fusion des intercommunalités. Pour les opérations de travaux engagées avant la fusion, elles sont automatiquement reprises par la nouvelle intercommunalité.</p> |
| <p><i>Chantal FACY et Michel BRAVARD, en tant que Vice-Président-e de la Communauté de communes « Ambert Livradois Forez » ne prennent pas part au vote</i></p> <p>➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p> | |

| | |
|---|--|
| Intitulé du projet | Réhabilitation d'un immeuble en centre-bourg à la Monnerie-le-Montel Commune de La Monnerie-le-Montel |
| Date de début de projet | 2ème semestre 2017 |
| Architecte | Atelier du Rouget, Simon Teyssou architecte et associé. Atelier de Montrottier Loic Parmentier architecte et associé (Le Rouget – 15). |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 11/20 |
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Architecture du bâtiment très emblématique du patrimoine thiernois Qualité de l'étude de programmation qui a permis d'étudier la faisabilité afin de proposer d'autres types de logements, plus qualitatifs, plus grands, avec des espaces extérieurs Projet exemplaire de par la démarche de concertation autour de la politique d'aménagement du centre bourg et par le traitement architectural de l'immeuble. |
| Montant éligible LEADER | 1 452 000 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 250 000 € (16,7% - plafond du dispositif) |
| Remarques du Comité de programmation | <p>Suite à une interrogation d'Alain GIRONDE, il est précisé que le dossier présenté en comité de programmation en mai 2016 par la Communauté de communes de la Montagne Thiernoise concernait uniquement les logements. Après une décision de la communauté de communes, le projet est finalement porté en intégralité par la commune. Le dossier porté par l'intercommunalité est abandonné.</p> <p>Patricia VALMA s'inquiète du montant de l'autofinancement par rapport à la taille de la commune.</p> |

| ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation | |
|--|---|
| Intitulé du projet | Réhabilitation et création de logements à Courpière OPHIS 63 |
| Date de début de projet | Avril 2017 |
| Architecte | Idbs (Laure Doniol et Benjamin Strub – Clermont-Fd) |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 13/20 |
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Projet qui s'intègre dans un partenariat global entre l'OPHIS, le Parc et la commune qui permet aujourd'hui d'envisager sur le territoire plusieurs projets de réhabilitation portés par ce bailleur social Exemplarité du projet : OPHIS a fait le choix de fusionner deux parcelles et de démolir un bâtiment, pour permettre la création des espaces extérieurs |
| Montant éligible LEADER | 120 700 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 91 068,15 € (75%) |
| Remarques du Comité de programmation | <p>Christiane SAMSON précise que le projet va permettre de proposer une offre attractive en termes de logements et compléter l'offre insuffisante de logements accessibles PMR. C'est grâce à l'étude centre bourg que l'OPHIS a pu être mis en relation avec des propriétaires privés.</p> <p>Tony BERNARD rajoute que la politique « centre-bourg » stimule les bailleurs sociaux à investir en zone rurale.</p> |
| <p><i>Christiane SAMSON, en tant que Maire de Courpière ne prend pas part au vote</i></p> <p>➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p> | |

Remarque : Le programme FEDER dispose d'une mesure 4-5 visant à soutenir la réhabilitation énergétique des logements sociaux. Cette mesure étant pour le moment en attente du fait de la fusion des régions, le dossier de l'OPHIS est présenté au titre du LEADER.

En qualité d'organisme d'HLM, l'OPHIS est chargé par acte officiel de mandat de la gestion du SIEG (services d'intérêt économique général) du logement social et de l'exécution des obligations de service public qui en découlent. A ce titre, il relève de la décision CE du 20/12/2011 qui reconnaît ces organismes comme SIEG et donc ne relevant pas d'une aide d'Etat.

Les services instructeurs du FEDER en accord avec le CGET ont ainsi défini une procédure d'instruction des demandes de subvention déposées par les bailleurs sociaux au regard de cette décision de la Commission. Ils doivent fournir les documents suivant :

- acte officiel de mandat de la gestion du SIEG du logement social et de l'exécution des obligations de service public
- cahier des charges de l'appel à projets logement social
- dispositif de calcul prouvant qu'il n'y a pas de surcompensation financière sur le projet.

L'instruction de la demande LEADER se basera sur ces mêmes outils.

| | |
|---|---|
| Intitulé du projet | Construction de 3 logements neufs à Châteldon OPHIS 63 |
| Date de début de projet | Avril 2017 |
| Architecte | Eric COLLET (mandataire) et Mme. Marylène THOMAS (CLERMONT FERRAND – 63) |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 12/20 |
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Projet qui va permettre de répondre à l'absence d'offre de logement adapté aux personnes à mobilité réduite ou à des personnes âgées Projet qui a su tenir compte des contraintes du terrain et proposer des logements permettant d'accueillir des familles et disposant d'espaces extérieurs. |
| Montant éligible LEADER | 81 500 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 61 366 € (75%) |
| Remarques du Comité de programmation | Pas de remarque |
| <i>Tony BERNARD, en tant que Maire de Châteldon ne prend pas part au vote</i> ➔ Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

Remarque identique au dossier précédent

| | |
|---|--|
| Intitulé du projet | Réaménagement de la place Saint-Jean et de la rue de la République Commune d'Ambert |
| Date de début de projet | Décembre 2016 |
| Architecte | SYCOMORE (CLERMONT FERRAND – 63) |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 10/20 (Proposition de note provisoire de 10/20 sur la grille générale d'analyse. La maîtrise d'œuvre en cours permettra de juger ultérieurement de la qualité des aménagements envisagés) |
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Projet de réhabilitation des espaces publics qui va permettre de limiter la circulation, redonner la priorité aux piétons et par conséquent améliorer la qualité de vie Opération qui fait suite au travail mené en régie pour la revégétalisation du bourg centre. |
| Montant éligible LEADER | 489 421 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 108 877 € (22%) |
| Remarques du Comité de programmation | Myriam FOUGERE s'interroge sur la note générale de 10/20. Laurent BACHELERIE et Jean JALLAT rappellent que cette note est fixée en fonction des critères de la grille qu'il sera important d'analyser ultérieurement pour attribuer la note. |

Myriam FOUGERE, en tant que Maire d'Ambert ne prend pas part au vote

→ Avis préalable favorable du Comité de programmation

| | |
|--|---|
| Intitulé du projet | Aménagement d'un parvis pour la mairie Commune d'Augerolles |
| Date de début de projet | Mai 2017 |
| Architecte | A3 Paysages (CLERMONT FERRAND – 63) |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 10/20 (Proposition de note provisoire de 10/20 sur la grille générale d'analyse. La maîtrise d'œuvre en cours permettra de juger plus précisément de la qualité des aménagements envisagés) |
| Note sur les critères de sélection (niveau 4) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> • Etude menée sur le centre bourg qui a permis à la municipalité de se poser les bonnes questions et d'avoir une approche transversale de l'aménagement • Ambition limitée sur les aménagements envisagés mais bonne qualité programmatique du projet |
| Montant éligible LEADER | 170 000 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 38 000 € (22%) |
| Remarques du Comité de programmation | Myriam FOUGERE informe que le dossier a bien été déposé à la région et devrait être présenté en février ou mai 2017. Amélie VAUFREY rappelle que tous les projets d'investissement en centre-bourg présentés répondent bien aux critères de sélection, notamment le fait que préalablement, une étude stratégique à l'échelle du bourg a été élaborée. |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

| | |
|---|---|
| Intitulé du projet | Etude pour l'élaboration d'une stratégie de requalification pour le centre bourg de Billom Commune de Billom |
| Date de début de projet | Décembre 2016 |
| Prestataire | Collectif Virage |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 12/20 |
| Note sur les critères de sélection (niveau 1) | 4/4 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> • Réelle volonté de la municipalité de concentrer ses moyens sur le centre historique et d'associer la population à ce projet • Recrutement d'un collectif (architecte, paysagiste, troupe de théâtre) en résidence dans un local en plein centre bourg pour permettre une meilleure association de la population. |
| Montant éligible LEADER | 57 845 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 26 276 € (45%) |

| | |
|--|-----------------|
| Remarques du Comité de programmation | Pas de remarque |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

| | |
|--|--|
| Intitulé du projet | Etude de programmation urbaine Commune de Thiers |
| Date de début de projet | Novembre 2016 |
| Prestataire | EOHS (Rhône). |
| Projet admissible | OUI, commune figurant sur la carte des bourgs éligibles |
| Note sur la grille générale d'analyse | 11/20 |
| Note sur les critères de sélection (niveau 2) | 3/3 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> • Importance de lier la politique de rénovation urbaine de la ville de Thiers au reste du territoire et de travailler plus particulièrement sur les études de programmation stratégiques et globales. • Etude qui va permettre d'avoir une vision d'ensemble des enjeux sur ces quartiers et pas limitée au logement. |
| Montant éligible LEADER | 116 300 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 69 780 € (60%) |
| Remarques du Comité de programmation | Pas de remarque |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

Fiche action 2-2 : Mieux valoriser les ressources locales et les potentiels économiques du Livradois-Forez

| | |
|--|---|
| Intitulé du projet | Réalisation et animation d'un diagnostic foncier agricole Communauté de communes du pays de Courpière (Réseau agricole) puis Communauté de communes « Thiers Dore et Montagne » |
| Date de début de projet | Janvier 2017 |
| Projet admissible | Sans objet |
| Note sur la grille générale d'analyse | 14/20 |
| Note sur les critères de sélection | 2/2 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement du réseau sur la réalisation de diagnostic explicitement prévu dans le programme LEADER • Mission qui va permettre de couvrir en totalité le territoire de la communauté de communes Thiers Dore et Montagne. |
| Montant éligible LEADER | 18 400 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 13 800 € (80%) |
| Remarques du Comité de programmation | Le diagnostic est un préalable obligatoire pour que le réseau puisse intervenir |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

| | |
|---|--|
| Intitulé du projet | Le Champ à l'assiette Association « Un Brin de Terroir » |
| Date de début de projet | Mai 2017 |
| Projet admissible | Sans objet |
| Note sur la grille générale d'analyse | 15/20 |
| Note sur les critères de sélection | 2/2 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> Exemplarité du projet Mais attention aux incertitudes sur le plan de financement et les taux d'aides publiques. |
| Montant éligible LEADER | 61 000 € HT (sur 3 ans) |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 39 040 € (80%) |
| Remarques du Comité de programmation | Le co-financement du FNADT n'a pas encore été sollicité. De plus, au regard de l'activité proposée par l'association, l'aide est susceptible d'être requalifiée « aide d'Etat ». Le taux maximum d'aide publique sera donc peut être revu à la baisse lors de la programmation. |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation <i>De par les incertitudes sur le plan de financement et les taux d'aides publiques, le comité invite l'association à la plus grande prudence sur l'engagement des dépenses</i> | |

Fiche action 3-1 : développer les outils et usages numériques

| | |
|--|---|
| Intitulé du projet | Achat de matériel numérique pour l'école Commune d'Arlanc |
| Date de début de projet | Octobre 2016 |
| Projet admissible | Sans objet |
| Note sur la grille générale d'analyse | 10/20 |
| Note sur les critères de sélection | 3/3 |
| Avis du comité technique | Pas de remarque |
| Montant éligible LEADER | 4 923 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 3 938 € (80%) |
| Remarques du Comité de programmation | Tony BERNARD précise bien que le taux de 80% est accordé en accord avec la modification de la fiche vue en début de réunion. Dans ces conditions, LEADER ne pourra intervenir qu'une seule fois sur une période de 3 ans. |
| → Avis préalable favorable du Comité de programmation | |

Fiche action 3-2 : favoriser les réseaux et l'innovation organisationnelle au service des pratiques vertueuses

| | |
|--|---|
| Intitulé du projet | Accompagnement de projets photovoltaïques collectifs et citoyens Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez |
| Date de début de projet | Printemps 2017 |
| Projet admissible | Sans objet |
| Note sur la grille générale d'analyse | 13/20 |
| Note sur les critères de sélection | 6/6 |
| Avis du comité technique | Projet qui pourrait être complété par une mission d'information auprès des citoyens sur le montage et les aides aux particuliers pour les projets photovoltaïques |
| Montant éligible LEADER | 25 583,33 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 20 000 € (78%) |
| Remarques du Comité de programmation | Le Comité s'interroge sur les modalités et méthodologie d'information des communes sur le projet : comment seront-elles informées de cette démarche ? Dominique VERGNAUD précise que l'étude vient de commencer et qu'une information en direction des communes sera faite prochainement. |
| <p><i>Tony BERNARD, en tant que Président du syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez ne prend pas part au vote</i></p> <p>→ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p> | |

| | |
|---|---|
| Intitulé du projet | Opération de collecte des produits phytosanitaires sur le territoire du PNR Livradois-Forez VALTOM |
| Date de début de projet | Octobre 2016 |
| Projet admissible | Sans objet |
| Note sur la grille générale d'analyse | 14/20 |
| Note sur les critères de sélection | 6/6 |
| Avis du comité technique | <ul style="list-style-type: none"> • Intérêt d'accompagnement et sensibiliser les habitants à jardiner autrement • Opération de collecte qui devrait être reconduite au printemps pour accroître son impact |
| Montant éligible LEADER | 3 911 € HT |
| Subvention LEADER prévisionnelle | 3 129 € (80 %) |
| Remarques du Comité de programmation | Patricia VALMA alerte le comité sur la participation financière d'Eco DDS. Il est précisé que l'opération sera reconduite et que lors de la programmation, leur participation sera bien précisée |
| <p>→ Avis préalable favorable du Comité de programmation</p> | |

7- Information en séance sur l'état d'avancement de la pré-programmation et de la programmation par rapport à la maquette financière globale du programme

La maquette financière est disponible dans le classeur distribué en séance.

Y compris les projets examinés ce jour, 60% de l'enveloppe est ores et déjà pré-programmée. La fiche 1-2 sur les centres bourgs est même en surconsommation. Ce bon démarrage, et ce malgré le retard sur la programmation, permet d'être optimiste sur la consommation de notre enveloppe et sur notre capacité à solliciter une potentielle rallonge de financement en 2018.

8- Fixation des dates des prochaines réunions du comité de programmation

Malgré les incertitudes sur les possibilités et le calendrier de la programmation, Tony BERNARD propose de maintenir le rythme d'une réunion par trimestre et de fixer les dates des deux prochaines réunions. Elles permettront de faire une nouvelle présentation concrète de projet, de maintenir la dynamique sur notre territoire par rapport au programme et d'examiner pour avis préalable de nouvelles demandes de subvention.

Les prochaines réunions auront lieu le :

- **mardi 11 avril à 18h00**
- **mardi 11 juillet à 18h00.**

9- Questions diverses

Monique FERRIER demande si une nouvelle présentation du programme LEADER est envisagée auprès des nouvelles intercommunalités, notamment sur la communauté de communes entre Dore et Allier pour présenter plus spécifiquement la stratégie sur les centres-bourgs. Eric Cournut rappelle que le contexte en termes d'urbanisme sur ce secteur est différent du reste du territoire. Une réflexion globale sur l'urbanisme pourrait être proposée à la communauté de communes.

La séance est levée à 20h00.

Compte rendu réalisé par le Parc Livradois-Forez
Fait à Saint-Gervais-sous-Meymont, le 27 janvier 2017

Le Président du GAL Parc Livradois-Forez,

**Tony BERNARD.
Maire de Châteldon.**

1. Description générale et logique d'intervention

a) Références aux objectifs du cadre stratégique commun et aux priorités de l'UE pour le développement rural

Objectifs du RDR

- Assurer le développement territorial équilibré des économies et des communautés rurales, notamment la création et la préservation des emplois existants

Priorités du RDR

- Favoriser le transfert de connaissances et l'innovation dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, ainsi que dans les zones rurales
- Promouvoir l'inclusion sociale, la réduction de la pauvreté et le développement économique.

b) Objectifs stratégiques et opérationnels

Objectifs stratégiques :

Le développement numérique s'impose désormais comme un moteur de croissance économique, un levier de compétitivité pour les entreprises et plus globalement un vecteur de transformations sociétales majeures pour la population.

La Région Auvergne Rhône-Alpes et les Conseils départementaux concernés se sont engagés, avec le soutien de l'Etat et de l'Europe, à l'aménagement numérique du territoire. L'objectif est de couvrir avant 2025 en très haut débit la totalité des centres-bourgs et d'améliorer significativement la couverture des secteurs avec un habitat disséminé.

En Livradois-Forez, plusieurs initiatives ont été expérimentées sur la médiation ou la lecture numérique. Pour autant, elles sont encore trop isolées, alors même que le recours généralisé aux usages numériques est susceptible d'une part, de favoriser la créativité et développer de nouvelles activités, et d'autre part, de désenclaver le territoire et d'accroître son attractivité.

Le manque de connaissance des usages, des besoins et des attentes du territoire ainsi que des opportunités de développement freine par ailleurs la généralisation des outils et des usages numériques dans bien des secteurs.

Le territoire doit donc miser sur la créativité et les usages numériques, au risque d'accentuer la fracture numérique entre les habitants des zones les plus peuplées et les autres.

Objectifs opérationnels :

L'objectif est de faire du développement numérique un vecteur de développement durable et solidaire du territoire (en encourageant notamment les pratiques créatives) pour :

- développer l'attractivité du territoire afin de maintenir et accueillir des populations ;
- faire des usages numériques un vecteur de lien social ;
- favoriser le partage des connaissances, de l'information et des données ;
- répondre aux besoins non satisfaits au moyen d'outils numériques ;
- développer la connaissance des équipements et des besoins du territoire ainsi que l'expertise des usages nouveaux ;
- favoriser la prise en compte des usages du numérique dans les projets publics en s'appuyant sur le « laboratoire d'usages numériques » en cours de mise en place.

Ce développement s'appuiera sur le déploiement d'équipements et d'infrastructures, en lien avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit de l'Auvergne.

c) Effets attendus

- meilleure compréhension des besoins, adaptation des outils et développement de nouveaux usages ;
- acquisition et mobilisation de compétences chez les acteurs susceptibles d'informer ou sensibiliser le public ;
- déploiement de nouvelles installations et amélioration du niveau d'équipement ;
- accessibilité du territoire ;
- installation de nouveaux habitants pour exercer leurs activités ;
- mobilité de la population et accès à de nouveaux services dématérialisés (santé, éducation...).

2. Description du type d'opérations*

- études, enquêtes, expertises visant à acquérir et à développer les connaissances sur les besoins et les usages en vue d'identifier les potentiels de développement du numérique dans les services ;
- création d'open data, c'est-à-dire d'outils concourant à la libération ou l'enrichissement de données publiques, et au développement d'applications destinées aux entreprises ou aux citoyens, pour organiser la connaissance et la diffusion des informations produites ;
- élaboration et mise en œuvre par les collectivités locales de plans d'actions territoriaux en faveur du développement des usages du numérique dans les secteurs du tourisme, de la lecture, de l'éducation, de la santé et des services ;
- **opération d'acquisition de matériels et équipements numériques à vocation pédagogique dans les écoles** ;
- expertises, études et actions d'animation d'initiatives de développement des outils numériques,
- création d'outils et de services numériques favorisant l'accès aux services à la population, l'attractivité du territoire ou le lien social ;
- opérations de médiation et de formation (le public et le contenu pédagogique de la formation devront être définis dans un cahier des charges au moment de l'instruction de l'opération) au numérique (permettant de développer des compétences sur le territoire) au sein des organisations en contact avec le public et les usagers ;
- réalisation de schémas communaux ou intercommunaux de développement des équipements numériques ;
- équipements et travaux pour permettre l'accès à l'internet très haut débit ;
- projets de recherche dans les domaines du développement des outils et des usages numériques sur la base d'un cahier des charges proposé par le GAL et impliquant au moins un organisme de recherche.

3. Type de soutien

Subvention directe déterminée sur la base des dépenses éligibles retenues.

4. Liens vers d'autres actes législatifs

Régime d'aide n° SA.40453 relatif aux aides en faveur des PME

Régime cadre n° SA.39252 relatif aux Aides à Finalité Régionale

Régime d'aide n° SA.40206 relatif aux aides en faveur des infrastructures locales

Régime d'aide n° SA.40207 relatif aux aides à la formation

Régime d'aides d'Etat en faveur des infrastructures à haut débit (à paraître en application du règlement européen d'exemption par catégorie).

5. Bénéficiaires*

Communes, EPCI, syndicats mixtes, syndicats intercommunaux, chambres consulaires, établissements d'enseignement supérieur et de recherche, établissements dont l'activité de recherche est clairement mentionnée dans les statuts ou équivalent, sociétés coopératives et associations loi de 1901 déclarées en Préfecture.

6. Coûts admissibles*

- Prestations d'études, d'enquêtes et d'expertises,
- Frais de formation : prestations pédagogiques, supports de formation,
- Pour les participants à l'opération : dépenses de déplacement, de restauration et d'hébergement,
- Dépenses de location de locaux ponctuelles (une location à l'année entrera dans les frais de structure indirectement liés à l'opération et donc inclus dans les 15 %) et de matériel, de réception,
- Achat de matériel et fournitures utilisés uniquement dans le cadre de l'opération,
- Prestations de communication, de sensibilisation et d'information (par exemple : frais de conception de supports, d'impression, de reproduction et d'affranchissement),
- Frais de personnel liés à l'opération : frais salariaux, frais de structure indirectement liés à l'opération calculés sur une base forfaitaire correspondant à 15% des frais salariaux, frais de déplacement, d'hébergement et de restauration,
- Coûts liés au développement, à la maintenance et à l'hébergement d'applications, de systèmes d'information et de communication numériques,

- Equipements directement liés à l'opération (par exemple : matériel informatique, logiciel, bureautique, matériel technique, application et supports numériques),
- Achat de matériel et fournitures uniquement utilisés dans le cadre de l'opération,
- Achat de mobilier d'intérieur,
- Travaux et équipements nécessaires à la création de réseaux d'accès à l'internet très haut débit.

Dépenses inéligibles :

- Acquisition immobilière
- Matériel d'occasion
- Travaux sur les réseaux d'eau et d'assainissement
- Dépenses de voirie et d'électrification
- Travaux d'entretien courant, de mise aux normes
- **renouvellement d'équipements informatiques et/ou numériques**

7. Conditions d'admissibilité*

Néant.

8. Principes applicables à l'établissement des critères de sélection

Le comité de programmation examinera et sélectionnera les opérations éligibles au regard d'une grille de critères spécifique à cette fiche-action. Cette grille de critères sera élaborée et validée par le comité de programmation préalablement à toute programmation d'opération.

Cette grille devra notamment prendre en compte des critères liés à la nature et au niveau de recours aux outils numériques et à l'intérêt collectif de l'opération (accessibilité, lien social...) et/ou son caractère innovant.

Pour les opérations d'investissements en vue d'améliorer l'accès à l'internet très haut débit, le comité de programmation sélectionnera les opérations identifiées comme prioritaires sur le territoire et cohérentes avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit d'Auvergne.

Modalités de dépôt et d'examen des dossiers : procédure de soumission en continu des projets. Le comité de programmation pourra décider de l'organisation d'appels à projets s'il juge judicieux de le faire.

9. Montants et taux d'aide applicables*

Taux de cofinancement du FEADER : 80%.

Pour les opérations d'acquisition de matériels et équipements numériques à vocation pédagogique dans les écoles, le taux de cofinancement du FEADER sera de :

- **80% si le montant total des dépenses éligibles de l'opération est inférieur à 10 000 € HT. Une seule demande sera acceptée par porteur de projet (durée de l'opération possible jusqu'à 3 ans) ;**
- **40% si le montant total des dépenses éligibles de l'opération est compris entre 10 000 € HT et 20 000 € HT.**

Taux maximum d'aide publique : 100 % (sous réserve du régime d'aides d'Etat applicable, le cas échéant).

Modalités de dégressivité dans le cas d'une opération récurrente (telle que définie dans la mesure 19 du PDRR) : les opérations récurrentes seront soutenues sur la programmation 2014-2020 au maximum pour 3 occurrences. Par rapport au soutien apporté à la première occurrence, le taux d'intervention du FEADER sera réduit de 5 points à la seconde occurrence de l'opération et de nouveau de 5 points à la troisième occurrence.

Montant plancher d'aide FEADER (à l'instruction) : 2 000 €.

Montant d'aide FEADER plafonné à 200 000 € (à l'instruction) par opération.

10. Informations spécifiques sur la fiche-action

a) Lignes de complémentarité avec les autres dispositifs du PDRR, avec les dispositifs des autres fonds européens (PO FEDER/FSE, POI FEDER Massif Centre, POI FEDER Loire)*

Une opération soutenue par LEADER ne pourra pas être également soutenue par un autre dispositif européen. Le bénéficiaire de l'aide LEADER s'engagera à ne pas solliciter d'autres aides que celles figurant dans le plan de financement de l'opération et à informer le GAL de tout changement du plan de financement pendant la durée des engagements. Le GAL et les services instructeurs effectueront des contrôles croisés afin de s'en assurer.

Identification des autres dispositifs européens sur lesquels portera la vigilance du GAL et des services instructeurs :

- Mesure 1 du PDDR Auvergne : LEADER ne soutiendra pas les actions de formation professionnelle, d'information et de diffusion de connaissances ayant été présentées et retenues dans le cadre des AAP de la mesure 1 du PDRR.
- Sous-mesure 7.4 du PDR Auvergne : Cette fiche-action soutiendra la création d'outils et de services numériques sur le territoire LEADER. Les maisons de santé ne sont pas éligibles à cette fiche-action.
- Priorité d'investissement 1a du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 1-1 : Cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les projets de recherche académiques retenus sur les appels à projets émis dans le cadre du dispositif 1-1 du FEDER-FSE Auvergne.
- Priorité d'investissement 2a du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-1 : cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les opérations éligibles au dispositif 2-1 du FEDER-FSE Auvergne, en particulier celles identifiées dans le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique et le Réseau d'Initiative Publique Très Haut Débit d'Auvergne
- Priorité d'investissement 2c du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-3, 2-4 et 2-5 : cette fiche-action LEADER ne soutiendra pas les opérations d'envergure régionale ou départementales. **En particulier, sur les opérations d'acquisition de matériel et équipements numériques dans les écoles : cette fiche-action ne soutiendra pas les opérations d'un montant d'investissement global supérieur à 20 000 € HT éligibles au dispositif 2-4 du FEDER.**
- Priorité d'investissement 2c du PO FEDER-FSE Auvergne Dispositifs 2-6 : cette fiche-action LEADER pourra soutenir :
 - Les *projets numériques* d'un montant inférieur à 20 000 € HT ;
 - Les *projets non numériques au sens du dispositif 2-6 du PO FEDER-FSE Auvergne, c'est-à-dire dont les dépenses présentées sont à moins de 50% numériques* ;
 - Les *projets numériques* basés sur un partenariat public-privé, matérialisé par une convention entre au moins un partenaire public et un partenaire privé.
- Objectif spécifique 3 – action 2 du PO FEDER interrégional Massif Central : Cette fiche-action 3-1 ne soutiendra pas la structuration et la promotion de l'offre d'accueil de nouvelles populations à l'échelle du Massif central et en particulier le poste de chargé de mission accueil.

Ces lignes de complémentarité permettront également au GAL et aux services instructeurs d'orienter les opérations vers le dispositif de soutien le plus adéquat.

b) Questions évaluatives et indicateurs de réalisation et de résultats

Questions évaluatives :

- Le secteur du tourisme a-t-il rattrapé son retard en terme de développement des usages du numérique ?
- Les collectivités et le secteur public en général ont-ils développé les usages du numérique ?
- Le territoire est-il attractif pour la création de nouvelles activités dans le domaine du numérique ?

Indicateurs :

| TYPE D'INDICATEURS | INDICATEURS | CIBLE |
|-----------------------|---|----------|
| Réalisation | Nombre de dossiers programmés | 20 |
| Réalisation | Montant moyen de subvention attribué par dossier | 15 375 € |
| Réalisation | Montant moyen de dépense publique par dossier | 19 218 € |
| Résultats | Nombre d'emplois créés, maintenus | 10 |
| Résultats | Nombre d'acteurs impliqués dans les projets de développement du numérique | 100 |
| Réalisation | Nombre de projets soutenus en faveur des usages et des équipements numériques | 20 |

Etat d'avancement de la pré-programmation et de la programmation au 17 janvier 2017

| | LEADER | | | | | | | Autre co-financement public (dont autofinancement public) | | | |
|--|----------------------|----------------|------|-----------|----|---------|----|--|----------------|-----------|---------|
| Fiche Action | Maquette initiale | Pré-programmé | % | Programmé | % | Réalisé | % | Maquette initiale | Pré-programmé | Programmé | Réalisé |
| 1-1: Donner au centre-bourg les moyens de leur rayonnement et leur permettre de jouer pleinement leur rôle de centralité | 230 000,00 | 186 280,90 | 81% | | | | | 57 500,00 | 82 628,22 | | |
| 1-2: Réinventer les centres-bourgs par des opérations d'aménagement innovantes et ambitieuses | 1 307 000,00 | 1 861 995,22 | 142% | | | | | 326 750,00 | 4 687 217,05 | | |
| 2-1: Développer l'implication sociétale des entreprises et des organisations | 653 500,00 | 39 200,00 | 6% | | | | | 163 375,00 | 9 800,00 | | |
| 2-2: Mieux valoriser les ressources locales et les potentiels économiques du Livradois-Forez | 499 000,00 | 253 379,62 | 51% | | | | | 124 750,00 | 263 954,96 | | |
| 3-1: Développer les outils et les usages numériques | 307 500,00 | 27 838,00 | 9% | | | | | 76 875,00 | 6 984,60 | | |
| 3-2: Favoriser les réseaux et l'innovation organisationnelle au service des pratiques vertueuses | 231 000,00 | 81 398,05 | 35% | | | | | 57 750,00 | 21 538,43 | | |
| 3-3: Renforcer le sentiment d'appartenance et promouvoir les spécificités du territoire | 615 000,00 | 58 677,50 | 10% | | | | | 153 750,00 | 30 508,50 | | |
| 4: Coopération interterritoriale et transnationale | 192 000,00 | 199 800,00 | 104% | | | | | 48 000,00 | 151 200,00 | | |
| 5: Coordination, animation, gestion, communication et évaluation du programme | 692 117,00 | 150 000,00 | 22% | | | | | 173 030,00 | 37 500,00 | | |
| TOTAL | 4 727 117,00 € | 2 858 569,29 € | 60% | 0,00 € | 0% | 0,00 € | 0% | 1 181 780,00 € | 5 291 331,76 € | 0,00 € | 0,00 € |